

Israël a sauvé le peuple juif. Et non l'inverse

L'effondrement démographique des communautés juives en Europe et au Moyen-Orient précède la création d'Israël, qui apparaît comme une réponse à une tragédie et non sa cause.



La dépopulation juive en Europe et dans le monde arabe s'est produite avant la naissance d'Israël, rappelle l'historien Joël Kotek, qui examine les responsabilités et les conséquences de cette tragédie. - AFP.



Carte blanche -

Par Joël Kotek, professeur émérite des Universités, président de l'Institut Jonathas (Bruxelles)

Publié le 10/08/2026 à 16:11 Temps de lecture: 4 min

Un tout récent article paru dans les colonnes du *Soir* intitulé « [Israël est un poisson-pilote pour les droites européennes](#) » avance trois propositions qu'il convient d'examiner séparément car elles n'ont pas le même statut. La première est une appréciation : Israël serait « le pays le moins juif du monde ». La deuxième est une thèse causale : cet Etat se serait construit « sur l'éradication de la condition diasporique ». La

troisième est un constat historique : « jusqu'à la création de l'Etat d'Israël, la condition des Juifs était exclusivement diasporique ». On observera en passant que c'est bien le retour au religieux qui pose aujourd'hui problème en Israël, et non l'inverse. La thèse de l'article repose sur l'idée que la vocation des Juifs est d'être diasporique, donc minoritaire, et non maître de leur destin au sein d'un Etat à eux et ce, au contraire de tous les autres peuples de la Terre. La troisième proposition est exacte. Aujourd'hui, près de 50 % de la judaïcité mondiale est israélienne. Le fait est incontestable. Reste la deuxième, qui porte toute la charge de la démonstration et ne résiste pas à l'examen. Elle impute au sionisme la disparition de la condition diasporique. Or l'ordre des faits l'interdit.

1. La chronologie

Le problème principal est qu'elle place la cause après l'effet. L'Europe comptait environ 9,5 millions de Juifs en 1939. Il en reste tout au plus 1,2 million. Cet effondrement – une perte de près de 88 % – s'est produit pour l'essentiel entre 1941 et 1945, c'est-à-dire avant qu'un Etat juif n'existe. Le cas polonais suffit à trancher. La Pologne comptait environ 3,3 millions de Juifs en 1939 ; elle en comptait moins de 300.000 en 1946, après les retours d'Union soviétique. Cette destruction est achevée trois ans avant la proclamation de l'Etat d'Israël. Ce que l'on peut reprocher au sionisme, c'est d'avoir proposé une solution entre toutes salutaire : la fuite vers la Terre d'Israël. On ne peut pas lui reprocher d'avoir créé le problème auquel elle répondait.

2. Le sort du Bund

L'argument gagne en force si l'on considère le mouvement qui incarnait la thèse diasporique. Le Bund, fondé à Vilna en 1897, défendait un socialisme juif enraciné en Europe orientale, hostile au sionisme, attaché à l'autonomie culturelle et au yiddish. C'était, avec le judaïsme rabbinique, l'adversaire principal du sionisme dans la rue juive polonaise. Il a disparu, non par la volonté des sionistes, mais parce que

ses militants furent assassinés par les nazis et ses dirigeants par les Soviétiques. Henryk Erlich et Wiktor Alter, ses deux figures les plus considérables, furent assassinés par les Soviétiques.

3. L'achèvement soviétique

Ce que les nazis ont détruit, l'antisémitisme d'Etat soviétique l'a parachevé : une séquence antérieure à la création d'Israël, pas davantage imputable au sionisme. En Pologne, les survivants sont partis en trois vagues : après le pogrom de Kielce en 1946, lors du dégel de 1956-1959, puis lors de la campagne dite « antisioniste » de mars 1968, qui exila quelque treize mille personnes. Il en subsiste aujourd'hui, selon les définitions, de quelques milliers à une vingtaine de milliers dans un pays qui en comptait 3,3 millions. En Union soviétique, la séquence est connue : dissolution du Comité antifasciste juif en 1948, exécution de ses membres en août 1952, complot dit « des blouses blanches » en 1953. Le recensement de l'Empire russe de 1897 dénombrait plus de 5 millions de Juifs, soit à peu près la moitié du judaïsme mondial d'alors ; la Fédération de Russie en compte aujourd'hui environ 100.000. Que reste-t-il de cette judaïcité qui produisit Trotski, Ehrenbourg, Grossman, Chagall ? Presque rien. Et l'on n'apercevra dans cette disparition aucune action sioniste.

4. Le judaïsme en terre d'islam

Reste le second foyer du judaïsme mondial, que la controverse occidentale oublie régulièrement. Le monde arabe comptait environ 900.000 Juifs en 1945 ; il en subsiste quelques milliers, tout au plus 5.000 âmes pour l'ensemble du monde arabe. Retenons ce chiffre : 99 % des Juifs marocains ont pris le chemin de l'exil. La disparition est ici plus radicale encore qu'en Europe orientale : il reste des Juifs à Varsovie, il n'en reste plus à Bagdad, à Damas ou encore à Alger. Ces Juifs sont partis majoritairement en Israël, mais pas uniquement : ceux d'Algérie s'exilèrent en France. Où est la responsabilité sioniste, si disparurent aussi toutes les autres minorités non arabes et non musulmanes – les Grecs d'Alexandrie, les chrétientés d'Orient ? Rappelons que l'Afrique du Nord chrétienne, celle de St Augustin, disparu bien plus tôt encore entre les VII^e et VIII^e siècles. Un mouvement qui frappe simultanément toutes

les minorités ne s'explique pas par la particularité juive de l'une d'entre elles. Rappelons enfin que la majorité des Israéliens est originaire du monde arabe et qu'Israël, qui compte près de 20 % de citoyens musulmans, est le seul Etat de la région où la population chrétienne est en progression.

5. Sur l'anachronisme

Un dernier mot sur la caractérisation du sionisme. Le traiter comme une aberration réactionnaire suppose de rétroprojeter sur la première moitié du XX^e siècle un partage politique qui lui est postérieur. Avant 1948, le sionisme était l'une des options en débat dans la vie politique juive, aux côtés du communisme, du bundisme, de l'autonomisme, de l'orthodoxie antisioniste et de l'assimilationnisme bourgeois. Idéologie progressiste, la cause sioniste reçut le soutien de Léon Blum, d'Albert Einstein, d'Emile Vandervelde, d'Emma Lazarus (la poétesse dont les vers sont gravés sur la statue de la Liberté), de Bella Abzug (militante des droits civiques et des droits des homosexuels), d'Albert Camus, d'Arturo Toscanini, qui dirigea le concert inaugural de l'Orchestre symphonique d'Israël en 1936, de Franz Kafka, et plus tard de Robert Badinter et de Simone Veil. Qui oserait qualifier ces femmes et ces hommes d'exception, de réactionnaires ?

Conclusion

L'article prend au sérieux la perte que représente la fin du monde diasporique européen. Cette perte est réelle mais contrairement à ce qu'il voudrait faire accroire, elle est irréparable : ce monde ne renaîtra pas, et les 5.000 Juifs du monde arabe, la centaine de milliers de Juifs qui vivent aujourd'hui en Pologne, en Russie ou en Ukraine ne le reconstitue pas plus que quelques survivants ne reconstituent une civilisation. Surtout, l'attribution que la thèse de l'article propose est erronée, et pour une raison simple : la destruction précède le prétendu destructeur. Ce que la thèse diasporique avait de puissant avant 1939, elle l'a perdu parce que ses porteurs ont été assassinés. Regretter le monde du Bund est légitime. En imputer la disparition au sionisme, c'est demander à l'histoire de

confirmer une préférence politique. L'histoire, ici, dit le contraire. Israël n'est que l'Etat refuge des judaïcités perdues, d'Orient comme d'Occident.